

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
 Etranger : Port en sus

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
 CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1977

21 juil. — Ordonnance n° 77-23 autorisant la garantie de l'Etat à huit avances de la B.T.D. 390

DECRETS

1977

22 juil. — Décret n° 77-144 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono 391
 25 juil. — Décret n° 77-145 portant avancement de grade d'un magistrat 391
 25 juil. — Décret n° 77-146 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1977-78 391
 25 juil. — Décret n° 77-147 fixant les attributions du secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales et de la promotion féminine 392

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés portant titularisation, rétrogradation, révocation et admission à la retraite 392

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1977

15 juil. — Décision n° 856/MFE/FCS accordant une subvention aux clubs sportifs de Lomé 393
 15 juil. — Décision n° 862/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Editogo .. 393
 15 juil. — Décision n° 864/MFE/FCS accordant une subvention aux clubs sportifs de Lomé 393
 19 juil. — Décision n° 888/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) 393
 19 juil. — Décision n° 890/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) 393
 19 juil. — Décision n° 892/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation internationale contre le criquet migrateur africain (OICMA) 393
 19 juil. — Décision n° 893/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du receveur principal des postes et télécommunications - Lomé.. 393
 19 juil. — Décision n° 894/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur 394
 26 juil. — Décision n° 914/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'école normale supérieure d'Atakpamé 394
 Arrêté portant nomination d'un ordonnateur secondaire 394

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1977

18 juil. — Arrêté n° 14/MCT/DAC portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Lama-Kara-Sarakawa 394
 Décision portant nomination 394

MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Arrêtés et décisions portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, détachement, incarcération, radiations et licenciement	394
MINISTERE DE L'INFORMATION	

Décision portant nomination	398
-----------------------------	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1977

15 juil. — Décision n° 242/MEN-RS portant maintien du collège d'enseignement technique de Sokodé	398
15 juil. — Arrêté n° 27/MEN/RS portant création d'un lycée technique	398
15 juil. — Arrêté n° 28/MEN/RS portant création d'une école normale d'institutrices de jardins d'enfants	399
Arrêtés portant nominations	400

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Arrêté portant nomination de chef de division	400
---	-----

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Arrêté et décision portant nominations	401
--	-----

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Décision portant nomination	401
-----------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1977

28 juin — Décision n° 104/PR/MDN portant mise en place d'une provision de fonds	401
1 ^{er} juil. — Décision n° 108/PR/MDN portant mise en place d'une provision de fonds	401
1 ^{er} juil. — Décision n° 109/PR/MDN portant mise en place d'une provision de fonds	401

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés et décisions portant internement sanitaire, nomination d'agents d'état-civil et de secrétaires de chefs de canton	401
---	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1977

15 juil. — Arrêté n° 212/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Badjale Kotchora	402
19 juil. — Arrêté n° 217/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kodjovi Johnson Komlanvi	402
19 juil. — Arrêté n° 222/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Palanga Gnoungbawè N'Defè-N'Doro	402
28 juil. — Arrêté n° 237/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Komlan Amégbézo	403
28 juil. — Arrêté n° 238/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kougbagan Ayité	403
28 juil. — Arrêté n° 239/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Amadou Bassarou	403
Arrêtés portant augmentation d'une caisse d'avance, concession d'un terrain domanial et approbation de rôles	404

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA PROMOTION FEMININE

1977

14 juil. — Arrêté portant autorisation d'exploiter une clinique d'accouchement	406
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Situations de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest aux 31 mai, 30 juin et 1 ^{er} août 1977	406
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 77-23 du 21 juillet 1977 autorisant la garantie de l'Etat à huit avances de la B.T.D.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée, la garantie de l'Etat à accorder sous forme d'aval à huit avances consenties par la Banque togolaise de Développement aux entreprises suivantes :

- 1 — **Société immobilière togolaise (SITO)** : Avance de cinquante quatre millions (54.000.000) de francs cfa ayant servi au financement de la construction de deux immeubles destinés à la location.
- 2 — **Industrie textile togolaise (ITT S.A.)** : Avance de cent quarante et un millions neuf cent mille (141.900.000) francs cfa ayant servi à l'extension de l'usine de Dadja.
- 3 — **Société industrielle togolaise (SOCITO)** : Avance de cinquante cinq millions cent mille (55.100.000) francs cfa pour financer la construction et l'équipement d'une usine de production de savon de ménage à Lomé.
- 4 — **Société togolaise de confection (SOTCON)** : Avance de soixante seize millions six cent cinquante mille (76.650.000) francs cfa devant servir au financement d'une usine de confection de pantalons destinés à l'exportation.
- 5 — **Astra chemical industries S.A. (ASTRA)** : Avance de trente cinq millions (35.000.000) de francs cfa en vue du financement d'une unité de production de colles industrielles installée à Lomé.
- 6 — **Société de menuiserie et d'ameublement du Togo (SM-AT)** : Avance de vingt trois millions trois cent cinquante mille (23.350.000) francs cfa ayant servi à la construction et à l'équipement d'une unité de fabrication de meubles et de mousse.

7 — **Cartonnerie imprimerie générale du Bénin (CIG B)** : Avance de quinze millions deux cent mille (15.200.000) francs ayant servi à l'implantation sur le domaine industriel d'une imprimerie-cartonnerie.

8 — **Hôtel Ahodikpe-Tema** : Avance de vingt cinq millions six cent vingt sept mille cinq cents (25.627.500) francs cfa pour financer la construction et l'équipement d'un hôtel à Lomé.

Art. 2. — A cette fin un accord de garantie sera signé entre le ministre des finances et de l'économie représentant le Président de la République et la Banque togolaise de Développement pour la somme totale de quatre cent vingt six millions huit cent vingt sept mille cinq cents (426.827.500) francs cfa.

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 21 juillet 1977

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 77-144 du 22 juillet 1977 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961, susvisée,

DECRETE :

Article premier — Sont nommés dans l'Ordre du Mono, à titre exceptionnel et étranger, les officiers français ci-après :

1 — Au grade de Commandeur

Lieutenant-Colonel Jean Morvan, attaché des forces armées près l'Ambassade de France au Togo.

2 — Au grade d'Officier

Capitaine René Pascal, conseiller technique génie auprès des forces armées togolaises

Lieutenant Michel Miallot, conseiller technique des troupes aéroportées des forces armées togolaises.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 22 juillet 1977

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 77-145 du 25 juillet 1977 portant avancement de grade.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu le décret n° 61-17 du 12 juin 1961 portant organisation judiciaire ;
Vu le décret n° 62-7 du 14 mars 1962 portant statut de la magistrature togolaise ;

Vu la décision n° 2017/MJ/FPT-SG du 17 décembre 1975 constatant passage automatique d'échelon ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, de la fonction publique et du travail,

DECRETE :

Article premier — M. Ayivon Kpétessou Ayao, magistrat du 3e grade 4e échelon réunissant au 21 janvier 1977 l'ancienneté de deux ans requise pour prétendre à un avancement, est promu au 1er échelon du 2e grade pour compter de cette même date.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, de la fonction publique et du travail et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 25 juillet 1977

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 77-146 du 25 juillet 1977 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1977-78.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1977-78 est fixée au 18 juillet 1977.

Art. 2. — Le prix d'achat au producteur des amandes de karité de ladite récolte est fixé à 26 francs le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3. — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 36.789 francs cfa la tonne.

Art. 4. — Les montants des frais de transports supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Dapaon 3.500 f la tonne

Région de Mango 3.000 f la tonne

Région de Bassar 2.500 f la tonne

Région de Tchamba 1.000 f la tonne.

Art. 5. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 25 juillet 1977

Général d'Armée G. Eyadéma

Campagne d'achat des amandes du karité-Barème 1977-1978

	Francs cfa la tonne
Prix d'achat au producteur	23.000
1 Commission manutention acheteur produit	1.058
2 Transport lieu d'achat au centre de collecte	1.500
	2.558

Valeur nu-basculer centre de collecte	28.558
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé 674	
4 Transport S ^o kodé-Lomé	3.000
	3.674
Valeur nu-basculer Lomé	32.232
5 Frais généraux forfaits	1.496
6 Intérêts et agios 9% 2 mois 1/2 sur V.L.M.	664
7 Sacherie (13 1/3 sacs à 65)	866
8 Usine sacherie 10% + montée 53	140
	3.166
Valeur loco-magasin Lomé	35.398
9 Déchets 1,50% sur V.L.M.	531
10 Commission acheteur agréé forfait	860
	1.391
Valeur à facturer à l'OPAT	36.789

DECRET N° 77-147 du 25 juillet 1977 fixant les attributions du secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales et de promotion féminine.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le décret 62-105 du 14 août 1962 créant des postes de secrétaires d'Etat ;

Vu le décret 77-9 du 31 janvier 1977 fixant la composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé un secrétariat d'Etat chargé des affaires sociales et de la promotion féminine.

Le secrétariat d'Etat est rattaché au ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat est chargé de promouvoir tout programme visant au bien-être social des individus, des groupes ou des communautés, ainsi que toutes mesures destinées à améliorer la condition féminine.

Il propose à cet effet, les mesures permettant d'atteindre les objectifs ainsi définis.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat suit l'application des décisions prises et assure avec le ministre de la santé publique des affaires sociales et de la promotion féminine la coordination des actions entreprises par les différents ministères.

Il est consulté sur tous projets ayant une incidence sur les affaires sociales et la promotion féminine.

Art. 4. — Les services placés sous l'autorité du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine sont mis en tant que de besoin, à la disposition du secrétaire d'Etat.

Art. 5. — Le secrétaire d'Etat peut faire appel pour l'exercice de ses attributions au concours des services et organismes des différents départements ministériels.

Art. 6. — Le ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine peut déléguer la signature de certains actes et décisions au secrétaire d'Etat.

Lomé, le 25 juillet 1977

Général d'Armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Titularisation

Arrêté n° 124-INT-DNS-DAPM du 20/7/77 — Conformément aux dispositions prévues par l'article 52 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, qui ont accompli la période de stage probatoire, sont titularisés dans leur emploi et nommés gardiens de la paix de 1er échelon (indice 350 — chapitre 14 — article 7 du budget général) à compter du 10 novembre 1976, ancienneté conservée 1 an 5 mois :

Kombongou Zagnéa

Bakary Laré Oumorou Kanlele

Tchare Bawa.

Les intéressés conservant une ancienneté de 1 a 5 mois à la date du 10 novembre 1976, sont élevés au 2e échelon de leur grade à compter du 10 juin 1977 A.C. néant.

Rétrogradation

Arrêté n° 126-INT-DSN-DAPM du 22-7-77 — En application des dispositions prévues par le titre V, chapitre 2 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, M. Afan Agbessi brigadier de police de 2e échelon est rétrogradé gardien de la paix de 6e échelon.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Révocation

Arrêté n° 113-INT-DSN-DAPM du 12-7-77 — Conformément aux dispositions prévues par le titre V de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, M. Kebina Kagnaya, gardien de la paix 1er échelon du cadre spécial de la sûreté nationale, est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Retraite

Arrêté n° 114-INT-CGC du 13-7-77 — Le MDL Amedanvi Kinwanou, mle 054 du détachement de Vogan et les gardiens de circonscription de 1re classe Ahoro Dérimba, mle 163 et Tangbate Adjikpaté, mle 174 des détachements de Kante et Kpakuda seront admis à la retraite pour ancienneté de service pour compter du 1er octobre 1977.

Dans la limite de leurs droits, ils pourront prétendre à un congé libérable de trois mois valable du 1er juillet au 30 septembre 1977 inclus, délais de route compris avec solde de présence et pourront bénéficier de la gratuité de transport pour eux et leur famille en vue de rejoindre leur foyer.

Les intéressés seront rayés des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter du 1er octobre 1977.

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Subventions

Décision n° 856-MFE-FCS du 15-7-77 — Une subvention de neuf cent mille (900.000) francs cfa est accordée aux clubs sportifs ci-après désignés :

Club sportif Lomé I — 225.000 f à virer au compte n° 50150 UTB — Lomé

Club sportif Lomé II — 225.000 f à virer au compte n° 50151 UTB — Lomé

Club sportif Lomé III — 225.000 f à virer au compte n° 50152 UTB — Lomé

Club sportif Lomé IV — 225.000 f à virer au compte n° 50153 UTB — Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 33, article 4, paragraphe 11.

Décision n° 864-MFE-FCS du 15-7-77 — Est et demeure rapportée la décision n° 856-MFE-FCS du 15 juillet 1977.

Une subvention de trois millions six cent mille (3.600.000) francs cfa, est accordée aux clubs sportifs ci-après désignés :

Club sportif Lomé I — 900.000 f à virer au compte n° 50150 UTB Lomé

Club sportif Lomé II — 900.000 f à virer au compte n° 50151 UTB Lomé

Club sportif Lomé III — 900.000 f à virer au compte n° 50152 UTB Lomé

Club sportif Lomé IV — 900.000 f à virer au compte n° 50153 UTB Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 33, article 4, paragraphe 11.

Autorisations de paiement

Décision n° 862-MFE-FO du 15/7/77 — Est autorisé le paiement de la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs, au profit de l'Editogo à Lomé, au titre de la contribution du troisième trimestre de la gestion 1977 pour son fonctionnement.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 2, paragraphe 1.

Décision n° 888-MFE-F du 19-7-77 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), de la somme de six millions quatre vingt dix sept mille six cent quarante neuf (6.097.649) francs cfa, représentant la participation du gouvernement togolais aux dépenses de fonctionnement de cet organisme suivant l'article 10 de la convention du 12 décembre 1959 au titre du 2e trimestre 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9.270.142 ouvert à l'UTB — Lomé au nom de l'ASECNA.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 4.

Décision n° 890-MFE-FCS du 19-7-77 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), de la somme de vingt quatre millions huit cent quarante neuf mille sept cent cinquante (24.849.750) francs cfa, représentant le montant de la participation du Togo aux dépenses de fonctionnement de cet organisme suivant les articles 2 et 10 de la convention du 12 décembre 1959 au titre du 3e trimestre 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9.270.142 ouvert auprès de l'U.T.B. à Lomé au nom de l'ASECNA.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 4.

Décision n° 892-MFE-FCS du 19/7/77 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation internationale contre le criquet migrateur africain (OICMA), de la somme de deux millions sept cent quarante cinq mille six cent cinquante (2.745.650) francs cfa, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 3804 R ouvert auprès du Crédit Lyonnais — Agence Internationale — B.P. 1202, 75060 Paris Cédex 02. (France) au nom dudit organisme.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 893-MFE-F du 19/7/77 — Est autorisé le paiement au profit de M. le receveur principal des postes et télécommunications à Lomé, de la somme de quinze millions (15.000.000) de francs cfa, représentant le montant des frais des correspondances officielles en franchise au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au C.C.P. n° 00-01 à Lomé, ouvert au nom du receveur principal des P.T.T.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1977, chapitre 39, article 6.

Décision n° 894-MFE-FO du 19/7/77 — Est autorisé le mandatement de la somme de neuf millions (9.000.000) de francs au nom du trésorier-payeur du Togo à Lomé pour le règlement des dépenses faites par l'état-major des forces armées togolaises lors des festivités du 10e anniversaire de Libération Nationale.

La dépense est imputable sur le chapitre 40, article 11 du budget général, gestion 1977.

Décision n° 914-MFE-F du 26-7-77 — Une provision de trois millions deux cent mille (3.200.000) francs est constituée pour faire face à l'organisation du stage d'administration et de gestion pour les directeurs des collèges, d'enseignement général (C.E.G.) ainsi qu'un colloque des cadres de l'éducation nationale qui se tiendra à l'école normale supérieure d'Atakpamé le 18 juillet 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte de dépôt trésor n° 54 au nom de l'école nationale supérieure à Atakpamé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 25, article 17.

Nomination

Arrêté n° 211-MFE-SG du 11/7/77 — L'intendant militaire Cartier Louis Jean, directeur des services des forces armées togolaises est nommé ordonnateur secondaire du budget général en ce qui concerne la partie de ce budget intéressant les forces armées togolaises.

A ce titre il signera les titres de dépenses et de recettes intéressant les forces armées togolaises, ainsi que les pièces afférentes aux opérations de trésorerie s'y rattachant.

Le comptable du trésor chargé du paiement des mandats émis par l'ordonnateur ci-dessus nommé est le payeur de Lomé.

Le directeur du budget est chargé de l'exécution du présent arrêté qui a effet pour compter du 27 juin 1977.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

ARRETE N° 14-MCT-DAC du 18 juillet 1977 portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Lama-Kara-Sarakawa

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu l'arrêté n° 1038-50/CAB du 22 décembre 1950 promulguant au Togo la loi du 2 octobre 1946 relative à la classification des aérodromes ;

Vu l'arrêté n° 617-56/C du 6 juillet 1956 promulguant au Togo le décret du 22 juin 1956 fixant les modalités d'application du décret du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique ;

Vu le décret n° 68-158 du 20 août 1968 relatif au régime des aérodromes et aux servitudes aéronautiques,

ARRETE :

Article premier — L'aérodrome de Lama-Kara-Sarakawa dont les coordonnées géographiques sont 09° 37' 30" Nord 01° 04' 10" Est est ouvert à la circulation aérienne publique.

Art. 2. — L'aérodrome de Lama-Kara-Sarakawa est classé en catégorie C et peut être utilisé par les aéronefs d'un poids inférieur ou égal à 13 tonnes.

Art. 3. — Les caractéristiques principales de l'aérodrome seront publiées dans le manuel d'information aéronautique concernant la République togolaise et seront susceptibles d'être modifiées par voie d'information aéronautique.

Art. 4. — L'aérodrome pourra être interdit temporairement à la circulation aérienne publique si des raisons de sécurité aérienne ou, d'ordre public l'exigent. L'interdiction sera alors diffusée par voie d'information aéronautique.

Art. 5. — Le présent arrêté, qui prend effet à la date de sa signature sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juillet 1977

M'Ba Kabassema

Nominations

Décision n° 135-MCT-CFT du 15/7/77 — M. Alfa Kpatcha, inspecteur de 2e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires des chemins de fer du Togo, chef section wagnage, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, adjoint au chef service matériel et traction.

M. Alfa pourra prétendre, en cette qualité, au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

La dépense afférente sera imputable au budget annexe des C.F.T. (chapitre 1 — article 4 — paragraphe 1)

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Admissions

Arrêté n° 663/MJ/FP T du 13-7-77 — MM. Doh Yao Dela-Seenam et Fofana N'Do N'Da N'Dera, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 664/MJFPT du 13-4-77 — Mlle Sakpo Ayaovi Céné, diplômée de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'université du Bénin, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mise à la disposition du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 18, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 665/MJFPT du 13-7-77 — M. Sokpor Komi Dufé, titulaire de la licence es-lettres de la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Tunis (Tunisie), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 666/MJFPT du 13-7-77 — M. Kondian Douakb, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 674-MJFPT du 14-7-77. — M. Alomey Komla Dzibodi, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (B.E.P.C.) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 675/MJFPT du 14-7-77 — Mme Ahouanbevi Jocelyne Lucette, titulaire du diplôme universitaire de technologie de l'institut universitaire de technologie de Dijon (France), est admise, en attendant la parution du statut particulier des bibliothécaires et documentalistes, dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiai-

re (catégorie A2 — indice 1100) et mise à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 694-MJFPT du 20-7-77 — M. Ketevi Adodo Pelagnon, titulaire du diplôme d'ingénieur agronome de l'école nationale supérieure agronomique de Toulouse, du diplôme d'ingénieur-spécialiste de l'école supérieure d'application des corps gras de Paris et du diplôme de docteur-ingénieur de l'université de Paris-Sud est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 44, article 16 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de trois ans un mois vingt-huit jours (3 a 1 m 28 j) est accordée à M. Ketevi pour ses services antérieurs accomplis du 1er janvier 1972 au 30 septembre 1976 inclus dans la fonction publique française, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. Ketevi est élevé au 3e échelon de son grade — A.C 1a 1m 28j.

Une bonification de 500 points d'indice est accordée en outre à M. Ketevi en application des dispositions du décret n° 73-163 du 18 septembre 1973.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 696-MJ-FP-T du 20/7/77 — M. Minh-Sah Tagba Essolakna, titulaire de la maîtrise ès sciences mathématiques de l'université des sciences et techniques de Lille et du diplôme d'études approfondies de mathématiques pures de l'université de Paris-sud à Orsay (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 2e échelon stagiaire, (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 44, article 16 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 697-MJ-FP-T du 20/7/77 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne Sœur Ayitee Amavi Fafa, l'arrêté n° 1254-MJFPT du 27 décembre 1976 portant nomination.

Sœur Ayitee Amavi Fafa, titulaire de la maîtrise d'enseignement de lettres modernes de l'université des sciences humaines de Strasbourg (France), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 2e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de deux ans huit mois (2 ans 8 mois), est accordée à Sœur Ayitee pour ses services antérieurs accomplis à l'enseignement catholique du 13 septembre 1972 au 13 septembre 1976 inclus.

Sœur Ayitee est élevée au 3e échelon de son grade — A.C. 8 mois.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Intégrations

Arrêté n° 458-MJFPT du 18-5-77 — Mme Akouvi Dédé (Thérèse), née Eklou, monitrice de 2e classe 1er échelon (indice 430) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admise au concours professionnel du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session de 1975, est intégrée dans la hiérarchie supérieure en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) pour compter du 1er janvier 1976 (AC néant).

Arrêté n° 662-MJFPT du 12-7-77 — M. Djafalo Abalo Lépigaza (Léopold), secrétaire d'administration de 2e classe 3e échelon (indice 950) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de fin d'études de l'institut national de l'administration scolaire et universitaire de Paris (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1100) pour compter du 1er juillet 1977.

L'intéressé conserve son affectation actuelle (chapitre 16, article 2, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 667-MJFPT du 13-7-77 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Sant-Anna Arafa, l'arrêté n° 481/MFP du 20 octobre 1970 portant intégration.

M. Sant-Anna Arafa, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon (indice 1050), titulaire de la capacité en droit, est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est intégré dans celui du personnel judiciaire au grade de greffier de 2e classe 4e échelon (catégorie B — indice 1050) pour compter du 20 octobre 1970 (AC : 8m 17 j).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

20-10-70 greffier de 2e classe 4e échelon + 8m 17j A.C.

3-2-72 greffier de 1re classe 1er échelon (ancienneté épuisée)

3-2-74 greffier de 1re classe 2e échelon

3-2-76 greffier de 1re classe 3e échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter du 4 juin 1975.

Arrêté n° 668-MJ-FP-T du 13/7/77 — M. Akakpo Messanvi, agent technique de 2e classe 2e échelon du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, admis au concours direct ouvert par l'arrêté n° 1092-MJ-FP-T

du 9 novembre 1976, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et conserve son affectation actuelle (chapitre 26 article 5 du budget général) pour compter du 9 mars 1977.

Arrêté n° 677-MJ-FP-T du 14/7/77 — Mme Lawson Adjovi Gbessi, née Segbedji, monitrice permanente 2e catégorie échelle D, admise au concours de monitorat (session de 1975), est nommée dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1er janvier 1976.

Une bonification d'ancienneté de 5 ans 3 mois est accordée à Mme Lawson pour ses services antérieurs d'agent non fonctionnaire accomplis du 15 février 1968 au 31 décembre 1975 inclus, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

1-1-76, monitrice de 3e classe 1er échelon + 5a 3m bonification

1-1-76 monitrice de 3e classe 2e échelon + 3a 3m bonification

1-1-76 monitrice de 3e classe 3e échelon + 1a 3m bonification

1-10-76 monitrice de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 678-MJ-FP-T du 14/7/77 — M. Adama Korkou, moniteur permanent de 3e catégorie échelle A, admis au concours de monitorat (session de 1975), est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1er janvier 1976.

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à M. Adama pour ses services antérieurs d'agent non fonctionnaire effectués du 1er janvier 1962 au 31 décembre 1975 inclus, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-1-76, moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans bonification

1-1-76 moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans bonification

1-1-76 moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans bonification

1-1-76 moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 682-MJFPT du 15/7/77 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne MM. Amouzou Anani, Dotsevi Komlan Aholu, Mawussi Koffi Sedzro Adja, Mawougbe Kouami Kponliali et Anthony Kossi, l'arrêté n° 210-MJ-FP-T du 9 mars 1977 portant nomination.

Titularisations

Arrêté n° 684-MJ-FP-T du 15/7/77 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des ingénieurs (catégorie A1)

22-12-76 — Badjo Yao, ingénieur de 3e classe 1er échelon.

29-12-76 — Edoth Abalo Gbessimidé, ingénieur de 3e classe 1er échelon

20-1-77 — Agbobli Dossè Koffivi, ingénieur de 3e classe 1er échelon

Cadre des adjoints techniques (catégorie B)

15-12-70 — Lokou Bawè (Toussaint), adjoint technique 1er échelon.

2-4-74 — Yssouh Assiongbon (Casimir), adjoint technique 1er échelon

Cadre des agents de maîtrise (catégorie C)

22-8-74 — Fini Mawulé Koffi (Louis), agent de maîtrise-adjoint 2e échelon

16-6-75 — Akata Amino (Alfred), contremaître-adjoint 2e échelon

1-1-76 — Gun Kodjovi Séwavi, contremaître-adjoint 2e échelon

1-1-76 — Lakougnonga Todeba Maléklaba, contremaître-adjoint 2e échelon

1-1-76 — Gblomatsi Koku, contremaître-adjoint 2e échelon

1-1-76 — Koffi Ayégbor, contremaître-adjoint 2e échelon.

Arrêté n° 685-MJ-FP-T du 15/7/77 — M. Mathey Koukou (Grégoire), agent technique de 2e classe 2e échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la statistique générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 20 octobre 1976 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 686-MJ-FP-T du 15/7/77 — M. Amedji Komi (Vincent), inspecteur 1er échelon stagiaire (catégorie A2) du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 19 janvier 1977 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 687-MJ-FP-T du 15/7/77 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadres des ingénieurs d'agriculture (cat. A1)

5-11-72 — Adotevi Adovi (Fidèle), ing. d'agric. de 2e classe 2e échelon

22-9-76 — Ekué-Hettah Akuété Kuévi-Nyawuin, ing. d'agric. de 2e classe 2e échelon

29-3-77 — Abotsi Kossi, ing. d'agric. de 2e classe 2e échelon

Cadre des ingénieurs des travaux agricoles (cat. A2)

3-11-76 — Kpodar Assiongbon Nyanvo, ing. tra. agric. de 2e classe 2e échelon.

Cadres des ingénieurs-adjoints d'agriculture (cat. B)

1-10-74 — Balaka Yao, ing-adjoint d'agric. de 3e classe 1er échelon

2-9-75 — Kodji Agossou (Adrien), ing-adjoint d'agric. de 3e classe 1er échelon

4-8-76 — Kangbeni Aténin Sambate, ing-adjoint d'agric. de 3e classe 1er échelon

4-8-76 — Tignokpa Lantame, ing-adjoint d'agric. de 3e classe 1er échelon

5-8-76 — Afangbom Ayabavi Molala, ing-adjoint d'agric. de 3e classe 1er échelon

AGRICULTURE**Cadre des adjoints techniques (cat. C)**

1-7-71 — Kombate Bapi (Emile), adjt. techn. d'agric. de 2e classe 1er échelon

2-8-72 — Folly (Marcus), adjt. techn. d'agric. de 2e classe 1er échelon

1-12-73 — Aguidy Evoda Kwassi (Benjamin), adjt. techn. d'agric. de 2e classe 1er échelon

4-3-76 — Nukunu Kodjovi (Raphaël), adjt. techn. d'agric. de 2e classe 1er échelon

4-8-76 — Gnon-Tcha Tchédre Gbandi, adjt. techn. d'agric. de 2e classe 1er échelon.

ELEVAGE

2-9-75 — Alfa Boukari Foudou, adjt. techn. d'élevage de 2e classe 1er échelon

4-8-76 — Noussika Kossi Asékissa, adjt. techn. d'élevage de 2e classe 1er échelon

4-8-76 — Djibom Gbéwoadandé Agbéko, adjt. techn. d'élevage de 2e classe 1er échelon.

Cadre des infirmiers d'élevage (cat. D)

19-4-75 — Kpayile Kokou, infirmier d'élevage de 2e classe 1er échelon.

Détachement

Arrêté n° 673-MJFPT du 14-7-77 — Il est mis fin au détachement auprès du gouvernement de la République de Haute-Volta de Mme Wilson Dédé (Confort), sage-femme d'Etat de 2e classe 3e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique du Togo.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1er août 1977.

Incarcération

Décision n° 1701-MJFPT du 14/7/77 — Est constaté pour compter du 22 mars 1977, l'incarcération de M. Dovi Ohini (Clément), instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseigne-

ment, en service au collège d'enseignement général de Tokoin-Ouest à Lomé.

Durant la période de l'incarcération, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Radiations

Arrêté n° 688-MJFPT du 15/7/77 — M. Awume Blewussi Kossi, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon, en service à l'école primaire publique de Kolina, est rayé des effectifs du personnel de l'enseignement pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 28 février 1977.

Arrêté n° 689-MJFPT du 15-7-77 — M. Dogan Yawo Edem, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service à l'école primaire publique de Tokoin-Ouest à Lomé, admis au concours organisé par R.T.-N.M. est rayé des effectifs du personnel de l'enseignement pour compter du 1^{er} juillet 1977.

Arrêté n° 890-MJFPT du 15-7-77 — M. Batabadi M'Bussi Akassibou, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon, en service à l'école primaire publique de Pya, est rayé des effectifs du personnel de l'enseignement pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 21 mars 1977.

Arrêté n° 691-MJFPT du 15-7-77 — M. Elekonawo Edoh (Gilles), instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service au collège d'enseignement général de Guérin-Kouka, est rayé des effectifs du personnel de l'enseignement pour compter du 1^{er} mars 1977, pour abandon de poste.

Arrêté n° 692-MJFPT du 15-7-77 — M. Johnson Amissah Togbé (René), instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service au lycée technique de Lomé, est rayé des effectifs du personnel de l'enseignement pour compter du 4 mai 1977, pour abandon de poste.

Arrêté n° 693-MJFPT du 15-6-77 — MM. Ahovey Anani Kodjo et Kpogo Yao Doh, instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon, en service au lycée de Bassar, sont rayés des effectifs du personnel de l'enseignement, pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 28 mars 1977.

Licenciement

Décision n° 1693-MJ-FPT du 14/7/77 — M. Anato Koffi (Bernard), agent spécialisé de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, en service à Lomé, en absence irrégulière de son poste depuis le 17 mars 1977 est licencié de son emploi.

MINISTERE DE L'INFORMATION

Nomination

Décision n° 118-Minfo du 14-7-77 — M. Soares Dodji, ingénieur des travaux de la radiodiffusion est nommé chef de la division de la haute fréquence de la station de la radiodiffusion de Lama-Kara, en remplacement de M. Akue-Atsah Kpakpo appelé à d'autres fonctions.

M. Ettuh Koffi Tomékpé, agent technique, en service à la télévision, est affecté à la radiodiffusion de Lama-Kara, en remplacement de M. Tchatchareleba Pakparapaté, muté à Lomé.

Les traitements de MM. Soares Dodji, Ettuh Koffi Tomékpé seront imputés sur le chapitre 26, article 6 et de M. Tchatchareleba sur le chapitre 26, article 7 du budget général à partir du 1^{er} janvier 1978.

La présente décision prend effet pour compter du 19 avril 1977 en ce qui concerne M. Soares et de la date de signature pour M. Ettuh.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DECISION N° 242-MENRS du 15 juillet 1977 portant maintien du collège d'enseignement technique de Sokodé

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu les nécessités du service,

DECIDE :

Article premier — Est et demeure maintenu le collège d'enseignement technique de Sokodé.

Art. 2. — Ledit collège d'enseignement technique comporte deux sections :

Une section formation et une section exploitation.

Art. 3. — La présente décision, qui prend effet à compter de la date de signature sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juillet 1977

Lassissi Dikéni Kérim

ARRETE N° 27-MENRS du 15 juillet 1977 portant création d'un lycée technique.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Sur le rapport du directeur de l'enseignement du troisième degré,

ARRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 19-MEN du 8 juin 1976 portant transformation du collège d'enseignement technique de Sokodé en lycée technique.

Art. 2. — Il est créé à Sokodé, circonscription administrative de Tchaoudjo, un lycée technique, à compter de la rentrée scolaire 1976-1977.

Art. 3. — Cet établissement fonctionnera suivant la réglementation en vigueur dans les lycées techniques du Togo.

Art. 4. — Le directeur de l'enseignement du troisième degré est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel**.

Lomé, le 15 juillet 1977

Lassissi Dikéni Kérim

ARRETE N° 28-MEN-RS du 18 juillet 1977 portant création d'une école normale d'institutrices de jardins d'enfants

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu les nécessités du service,

ARRETE :**STRUCTURES**

Article premier — Il est créé à Kpalimé, circ. adm. de Kloti, une école normale d'institutrices de jardins d'enfants (ENIJE).

Art. 2. — L'école normale d'institutrices de jardins d'enfants comprend deux sections :

- La section de formation initiale
- La section de recyclage et de perfectionnement.

Art. 3. — L'école normale d'institutrices de jardins d'enfants est dirigée par une inspectrice des écoles maternelles, nommée par arrêté du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique sur proposition conjointe des directeurs des enseignements du premier et du troisième degrés.

ADMINISTRATION

Art. 4. — L'administration de l'école normale d'institutrices de jardins d'enfants est assurée par :

- Une directrice
- Un conseil des professeurs
- Un conseil de discipline.

Art. 5. — La direction de l'école normale des institutrices de jardins d'enfants comprend outre la directrice :

- Une directrice des études
- Une surveillante générale
- Une intendante
- Une secrétaire principale
- Les directrices des jardins d'enfants d'application.

Art. 6. — La directrice des études aide la directrice dans ses fonctions et la remplace en cas d'absence.

Art. 7. — Le conseil des professeurs comprend :

- La directrice de l'ENIJE — présidente
- La surveillante générale
- L'intendante
- La directrice des études
- La secrétaire principale — secrétaire
- Tous les professeurs en service dans l'établissement
- Les directrices des jardins d'enfants d'application.

Le conseil des professeurs se réunit deux fois par trimestre sur convocation de sa présidente et étudie toutes les questions relatives à l'organisation et au déroulement des études, et à l'évaluation des élèves.

Il peut se réunir en séances extraordinaires sur convocation de sa présidente ou à la demande du tiers de ses membres.

Art. 8. — Le conseil de discipline comprend :

- La directrice de l'ENIJE — présidente
- La directrice des études — rapporteur
- La surveillante générale
- L'intendante
- La secrétaire principale
- Quatre professeurs élus par leurs pairs
- Les directrices des jardins d'application
- Trois représentantes des élèves.

Il étudie et délibère sur les cas disciplinaires qui lui sont soumis par la directrice et prend des sanctions, les parties étant préalablement entendues.

Conformément au règlement intérieur de l'école, ces sanctions peuvent être :

- l'avertissement
- le blâme avec ou sans inscription au dossier
- l'exclusion temporaire d'une durée supérieure à trois jours prononcée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique
- l'exclusion définitive prononcée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique sur proposition du conseil.

Art. 9. — Les modifications à apporter aux structures, aux programmes et aux objectifs de l'école, ainsi que les nouvelles orientations pour l'amélioration des conditions de travail sont étudiées et proposées au ministre par un conseil de perfectionnement.

Art. 10. — Le conseil de perfectionnement comprend :

- Le secrétaire général du ministère de l'éducation nationale — président

1er vice-président

- Le directeur de l'enseignement du troisième degré

2e vice-présidents

- Le directeur de l'enseignement du premier degré
- Le directeur de l'enseignement du quatrième degré
- Le directeur de l'enseignement du deuxième degré
- Le directeur de la formation permanente
- Le directeur de l'institut pédagogique national

- Le directeur de la planification de l'éducation
- Le directeur du personnel et du budget
- Le directeur des bourses et stages
- Le directeur de la DIOSUP
- La directrice de l'ENIJE
- Le directeur de l'école normale supérieure d'Atakpamé
- Les directeurs des écoles normales d'instituteurs
- Deux inspectrices des écoles maternelles
- Deux inspecteurs de l'enseignement du premier degré
- Les directrices des jardins d'enfants d'application
- Trois professeurs de l'ENIJE désignés par leurs pairs
- Trois représentantes des élèves.

En dehors de ces membres, le conseil de perfectionnement peut faire appel à toute personne en raison de ses compétences dans les domaines étudiés.

Le conseil de perfectionnement se réunit en sessions ordinaires à l'ENIJE une fois par an sur convocation de son président.

Il peut être convoqué en sessions extraordinaires.

Le conseil de perfectionnement ne peut valablement délibérer que si les 2/3 de ses membres sont présents.

REGIME ET SANCTIONS DES ETUDES

Art. 11. — La section de formation initiale recrute les candidates âgées de 18 ans au moins et de 25 ans au plus à l'année du concours, titulaires du BEPC (Brevet d'études du premier cycle ou du diplôme de fin d'études de l'enseignement du deuxième degré, ou d'un diplôme jugé équivalent).

Art. 12. — La durée des études est fixée à trois années dont deux de formation à l'école et une de stage en responsabilité dans un jardin d'enfants.

Art. 13. — La formation est sanctionnée par le certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement dans les jardins d'enfants (CAP-EJE) délivré aux candidates ayant obtenu pour l'ensemble des épreuves écrites, pratiques et orales (évaluation continue et finale), une moyenne égale ou supérieure à 12/20.

Art. 14. — Les candidates ayant obtenu une moyenne inférieure à 12 mais supérieure ou égale à 10/20, reçoivent le certificat de fin d'études normales des institutrices de jardins d'enfants (CFEN-IJE).

Elles sont autorisées à passer, après une année de service effectif, le certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement dans les jardins d'enfants (CAP-EJE).

Art. 15. — Les candidates dont la moyenne est inférieure à 10/20 sont autorisées à passer le CAP-EJE après deux années de service effectif.

Art. 16. — Les candidates titulaires du CAP-EJE sont intégrées dans la catégorie B, 3e classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement du premier degré.

Art. 17. — Les candidates ayant obtenu le CFEN-IJE sont intégrées dans la catégorie B, 3e classe 1er échelon stagiaire du corps du personnel de l'enseignement du premier degré.

Art. 18. — Les candidates dont la note inférieure à 10/20 sont intégrées dans la catégorie C, 3e classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement du premier degré.

Art. 19. — Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 23-MEN du 25 juin 1975.

Art. 20. — Les directeurs des enseignements du premier et troisième degrés, et le directeur de la planification de l'éducation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 18 juillet 1977

Lassissi Dikéni KERIM.

Nominations

Arrêté n° 25-MEN-RS du 15-7-77 — M. Gbandi Tchadja Kokou, professeur technique est nommé directeur du collège d'enseignement technique de Sokodé.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 26-MEN-RS du 15-7-77 — Le personnel ci-dessous désigné, reçoit les nominations suivantes :

M. Azonaha Vidjogni (Georges), professeur de français, est nommé cumulativement directeur des études pour la section E.N.I

M. Kazi Dadjia (Michel), professeur de psychopédagogie est nommé cumulativement directeur des études pour la section E.N.S.

M. Kagnolema Nambang (François), professeur de psychopédagogie est nommé cumulativement directeur des œuvres à l'école normale supérieure d'Atakpamé.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Nomination

Arrêté n° 10-MPDIRA-Cab du 12/7/77 — M. Yawo Aziha, administrateur civil, géographe-aménagiste, maître ès lettres indice 1450, est nommé chef de la division des infrastructures de communications, des équipements urbains et touristiques au service de la planification du développement (direction générale du plan et du développement), en remplacement de M. Ayité d'Almeida appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er mars 1977.

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

Nominations

Décision n° 62-MJSC-Cab du 14/7/77 — M. Daklou Koffi (Benoît), chauffeur en service au ministère de la jeunesse, des sports et de la culture est nommé chauffeur du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture, en remplacement de M. Toye Ayawo (Appolinaire) appelé à d'autres fonctions.

Le salaire de l'intéressé est imputé sur le chapitre 32, article 2 du budget général.

La présente décision prend effet pour compter du 1er mars 1977.

Arrêté n° 63-MJSC-Cab du 18-7-77 — MM. Tchedre La-N'Gobu, infirmier d'Etat de 1re classe 1er échelon et Gnemagna Koffi Gagnon (ex Louis), ingénieur-adjoint d'agriculture de 3e classe 4e échelon sont nommés attachés de cabinet du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture.

M. Tchedre La-N'Gobu est chargé de la coordination de toutes les activités de la jeunesse du Rassemblement du Peuple Togolais (JRPT) au ministère de la jeunesse, des sports et de la culture.

M. Gnemagna Koffi Gagnon (ex Louis) est chargé de la coordination des activités sportives et éducatives au sein du même département.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Nomination

Décision n° 134-MDR-DRA du 15-7-77 — M. Bouraïma Kabirou, agent permanent de 2e catégorie échelle A, est nommé billeteur du personnel de la direction de la recherche agronomique.

Le salaire de M. Bouraïma demeure imputable au chapitre 20 — article 8 — paragraphe 3 du budget général.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Mise en place de provisions de fonds

Décision n° 104-PR-MDN du 28-6-77 — Est autorisé le paiement direct de la somme de deux millions cent quarante mille francs cfa (2.140.000 cfa) à la Maison SCOA-Auto — 20 rue du commerce à Lomé pour l'achat d'une

voiture 504 peugeot familiale — couleur blanc alaska 1304 livrable dans la deuxième quinzaine de juillet 1977.

Cette somme sera imputée au budget de fonctionnement 1977, chapitre 11 — article 10.

Elle sera réglée après réception définitive du véhicule sur présentation de la facture correspondante établie en quatre exemplaires.

Par dérogation au décret 71-142 du 24 juin 1971, cet achat est dispensé de la passation d'un marché.

Décision n° 108-PR-MDN du 1-7-77 — Est autorisé le paiement direct à la menuiserie ébénisterie ameublement Sanvee et Fils (Groupement S.M.A.T. — Sanvée) pour l'achat d'ameublement pour le ministère de la défense nationale à Agouévè, de la somme de sept millions huit cent huit mille quatre cent vingt cinq francs cfa. (7.808.425 cfa).

Cette somme sera imputée au budget de fonctionnement 1977, chapitre 11 — article 07.

Le règlement en sera effectué sur présentation de la facture après réception des matériels.

Par dérogation au décret 71-142 du 24 juin 1971, cet achat est dispensé de la passation d'un marché.

Décision n° 109-PR-MDN du 1-7-77 — Est autorisé le paiement direct à la société «Assurances Générales de France» — agence de Lomé, du montant des assurances (reliquat) corps aérien et responsabilité civile accident relatives aux avions «Fouga» de l'escadrille nationale togolaise, s'élevant à la somme de dix millions cent trois mille neuf cent cinq francs cfa (10.103.905 cfa).

Cette somme sera imputée au budget de fonctionnement 1977, chapitre 11 — article 16.

Par dérogation au décret n° 71-142 du 24 juin 1971, cette dépense est dispensée de la passation d'un marché.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Internement sanitaire

Décision n° 103-INT-SG-APA-PC du 13/7/77 — Est prononcé l'internement sanitaire à l'hôpital spécial de Zébé (circ. adm. d'Aného) du nommé Aleke Djidodo Sani, atteint de troubles mentaux.

Agents d'état-civil

Arrêté n° 123-INT-SG-APA-AA du 20-7-77 — Il est mis fin, pour compter des dates suivantes, aux fonctions des agents d'état-civil ci-après désignés, en service dans la circ. adm. de Dapaon :

1er avril 1977 — Douti Kodjo — centre de Lotogou

1er avril 1977 — Kombate Namgoré — centre de Nandoga

20 avril 1977 — Bouli Bila — centre de Bienkouri
15 mai 1977 — Gambila Sofoh — centre de Timbou.

Sont nommées agents d'état-civil pour compter des dates suivantes, les personnes ci-après désignées :

1er avril 1977 — Nayoule Tani — centre de Lotogou
1er avril 1977 — Lamboni Boukari — centre de Nandoga

20 avril 1977 — Mingbime Kpinkpandja — centre de Bienkouri

15 mai 1977 — Sounda Amadou — centre de Timbou.

Les intéressés percevront, en cette qualité, une indemnité payable conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et de l'arrêté n° 49-INT MFEP du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, exercice 1977, chapitre 14, article 6, paragraphe 3.

Le chef de la circ. adm. de Dapaon est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nominations

Décision n° 102-INT-SG-GPFM du 13-7-77 — M. Adokoum Pedidim Pawana, employé de bureau permanent 4e catégorie échelle A, précédemment en service au conseil de circonscription de Pagouda, est nommé secrétaire de conseil de ladite circonscription.

Décision n° 107-INT-SG-APA-AP du 15-7-77 — Est et demeure rapportée la décision n° 28-INT-APA du 25 mars 1974 portant nomination de M. Alouka Yao Edwin en qualité de secrétaire du chef de canton de Kougnohou (circonscription administrative de Badou).

M. Megbegna Kokou est nommé secrétaire du chef de canton de Kougnohou, en remplacement de M. Alouka Yao Edwin.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 72.000 f (soixante douze mille francs) imputable au budget général exercice 1977, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 212-MFE-CR du 15-7-77 — Une pension proportionnelle (pourcentage 51%) au montant annuel de trois cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent cinquante six (399.956) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Badjale Kotchora adjudant-chef 3e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 1.200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er février 1977.

M. Badjale Kotchora pourra prétendre, pour compter du 1er février 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 13e rang) ci-après désignés :

Kpatcha, né le 7 août 1962
Kossi, né le 15 septembre 1963
Thawé, né le 24 février 1965
Pagoussoh, né le 12 juin 1967
Padassamlon, né le 25 juin 1967
Naka, née le 6 octobre 1969
Nemè, né le 1er décembre 1970
Somyalo, née le 16 mars 1972
Koulouveiyi, né le 5 septembre 1974
Djonlaou, né le 22 avril 1975.

Arrêté n° 217-MFE-CR du 19-7-77 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 41%) au montant annuel de cent soixante quatorze mille cent soixante quatre (174.164) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kodjovi Johnson Komlanvi, gendarme 5e échelon n° mle 285 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650) réformé par mesure disciplinaire.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1977.

M. Kodjovi Johnson Komlanvi pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Komlan, né le 11 septembre 1967
Kouawo, né le 20 novembre 1969
Akouété, né le 3 mai 1973
Assiaba, née le 8 février 1975.

Arrêté n° 222-MFE-CR du 19-7-77 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 56%) au montant annuel de quatre cent trente neuf mille cent soixante huit (439.168) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Palanga Gnoungbawè N'Dèfè-N'Doro, adjudant chef 3e échelon, n° mle 064 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mai 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Palanga Gnoungbawè N'Dèfè-N'Doro pour compter du 1er mai 1977, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Mazalo, née le 14 janvier 1955
Lalawélé, né en 1956
Mawimandi, née le 15 octobre 1958
Tcha-Kpélou, né le 10 avril 1960
Essoyomèwè, né le 19 avril 1961

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt sept mille huit cent trente six (87.836) francs pour compter du 1er mai 1977.

M. Palanga Gnoungbawè N'Dèfè-N'Doro pourra prétendre, pour compter du 1er mai 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 21e rang) ci-après désignés :

Essossinam, née le 18 novembre 1961
 Simtègbèdi, né le 28 avril 1963
 Essotom, né le 29 mai 1965
 Essohanam, née le 29 mai 1965
 Hodalo, née le 28 juillet 1965
 Aba-Essowè, née le 17 avril 1966
 Patonamawai, née le 7 février 1968
 Pakayokou, né le 26 mai 1969
 Atamatolo, né le 6 novembre 1969
 N'Gnama N'Zih, né le 11 février 1970
 Dabanana, né le 28 juin 1970
 Easo-Elema, née le 21 juillet 1972
 Tchiam, née le 27 mai 1973
 Piyalo, née le 30 novembre 1974
 Essodjènam, née le 26 juillet 1975
 Essobiyo, née le 3 septembre 1975.

Arrêté n° 237-MFE-CR du 28-7-77 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins ci-dessus désignés de M. Komlan Amégbézo, gendarme mobile de 1re classe 6e échelon n° mle 1.508 de la gendarmerie mobile togolaise (indice 670, pourcentage 45%) décédé le 10 janvier 1976, une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt huit mille cinq cent cinquante six (28.556) francs l'an pour compter du 1er février 1976 et à trente deux mille huit cent quarante (32.840) francs l'an pour compter du 1er janvier 1977.

Koessan, né le 13 juin 1955
 Anoumou, né le 7 mars 1957
 Ayikoé, né le 26 décembre 1961
 Ayayi, né le 11 juin 1964
 Ayité, né le 1er juillet 1968
 Apédo, né le 25 mai 1976.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Amegbezo Ekué Komlan, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 238-MFE-CR du 28-7-77 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42%) au montant annuel de deux cent dix neuf mille cinq cent quatre vingt quatre (219.584) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kougbagan Ayité, sergent chef 3e échelon n° mle 13.654 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 800) réformé sanitaire.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kougbagan Ayité, une rente d'invalidité temporaire, pourcentage 100% de la grille indiciaire des militaires des forces armées togolaises fixée à cent quatre vingt seize mille cinquante six (196.056) francs l'an avec jouissance du 2 février 1977 au 1er février 1980.

M. Kougbagan Ayité pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Akossiwa, née le 12 février 1967
 Ayaovi, né le 30 mars 1967
 Ekoué, né le 8 mai 1968
 Ayélévi, née le 20 octobre 1968
 Amakoué, né le 18 juillet 1969
 Kouessan, né le 1er mai 1971
 Amah, né le 3 juillet 1972
 Ablavi, née le 22 janvier 1974.

Arrêté n° 239-MFE-CR du 28-7-77 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme. veuve Amadou Akouto (née Kouwodo)
 Mme. veuve Amadou Ratchyatou (née Amadou)

Mme veuve Amadou Ouma Rahamatou (née Garba), épouses de M. Amadou Bassarou, soldat de 1re classe 2e échelon, n° mle 70-03-1555 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 350, pourcentage 13%) décédé le 19 juin 1976, une pension de veuve au taux annuel de quatre mille trois cent douze (4.312) francs pour compter du 1er juillet 1976 et de quatre mille neuf cent cinquante six (4.956) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à vingt huit mille quatre cent seize (28.416) francs par an pour compter du 1er juillet 1976 et à trente deux mille six cent soixante seize (32.676) francs par an pour compter du 1er janvier 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à deux mille cinq cent quatre vingt huit (2.588) francs l'an pour compter du 1er juillet 1976 et à deux mille neuf cent soixante seize (2.976) francs l'an pour compter du 1er janvier 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Roufaï, né le 17 février 1970
 Sikiratou, née le 19 août 1970
 Latifou, né le 26 janvier 1973
 Ayokè, née le 19 mars 1975
 Assabi, née le 20 octobre 1975.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée pour chacun des orphelins désignés ci-dessus à dix sept mille quarante huit (17.048) francs par an pour compter du 1er juillet 1976 et à dix neuf mille six cent huit (19.608) francs par an pour compter du 1er janvier 1977.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Lawani Adetchessi, chargé de leur tutelle.

Caisse d'avance

Arrêté n° 223-MFE-FA du 19-7-77 — L'avance renouvelable consentie au régisseur de la caisse d'avance de la prison civile de Lomé est portée de 500.000 à 800.000 francs (huit cent mille francs).

- Terrain domanial

Arrêté n° 210-MFE-DOM du 11-7-77 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 442-MFE-DOM du 12-12-74 portant permis d'occupation temporaire d'un terrain domanial sis à Lomé-Tokoin «St Joseph».

Il est concédé aux Ets Taco, représentés par M. Kahohonou Houenassou, gérant desdits établissements, une parcelle de réserve administrative sise à Lomé Tokoin St Joseph d'une contenance de 4a 72ca moyennant le prix de cent quarante-un mille six cents francs (141.600frs) payable à la caisse du receveur du service des domaines à Lomé.

Le conservateur de la propriété et des droits fonciers requerra l'immatriculation au profit du concessionnaire après paiement du prix de la concession.

Le receveur de l'enregistrement-timbre-domaines et conservation foncière est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rôles

Arrêté n° 224-MFE-AI du 19/7/77 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1976 ci-après :

BUDGET GENERAL

256 Lama-Kara Patentes	407,996	
I.G.R.	83,416	
		491,412
257 Mango Patentes	83,240	
I.G.R.	28,160	
		111,400
258 Dapaon Patentes	346,564	
I.G.R.	97,866	
		444,430
		1.047,242
		1.047,242

Arrêté n° 225-MFE-AI du 19/7/77 — Est approuvé et rendu exécutoire un rôle exercice 1976 ci-dessous :

BUDGET GENERAL

255 Kpalimé Taxe Progressive ..	206,640
	206,640

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de deux cent six mille six cent quarante francs est fixée au 9 mai 1977.

Arrêté n° 226-MFE-AI du 19/7/77 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

57 Lomé Taxe progressive ..	131,839,926	
Taxe prog. (VF) ..	21,962,973	
T.S.D.H.	2,947,764	
		156,750,663
58 Lomé B.I.C.	12,296,208	
Taxe immobilière ..	885,000	
		13,181,208
		169,931,871

BUDGET COMMUNAL**Commune de Lomé**

57 Lomé Taxe civique	6,316,949	
59 Lomé Patentes	796,997	
CA/patentes	141,356	
Licences	48,000	
CA/licences	6,000	
Taxe civique	1,500	
		993,853
		7,310,802
		177,242,673

Arrêté n° 227-MFE-AI du 19/7/77 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

54 Lomé Taxe progressive ..	150,863,650	
Taxe prog. (V.F.) ..	75,474,108	
T.S.D.H.	10,970,338	
		237,308,096
55 Lomé B.I.C.	28,100,466	
I.G.R.	3,000	
		28,103,466
		265,411,562

BUDGET COMMUNAL

54 Lomé Taxe civique	2,829,951	
56 Lomé Patentes	392,231	
CA/patentes	64,442	
		456,673
		3,286,624
		268,698,186

Arrêté n° 228-MFE-AI du 19/7/77 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

29 Atakpamé B.I.C. (I.M.F.) ..	1,104,911	
F.N.I.	139,435	
		1,244,346
30 Amlame B.I.C. (I.M.F.)		81,600
31 Atakpamé B.I.C. (I.M.F.) ..	4,315,831	
F.N.I.	510,866	
		4,826,697

32 Badou B.I.C. (I.M.F.)	706.953	
33 Kloto B.I.C. (I.M.F.)	354.645	
34 Kpalime B.I.C. (I.M.F.) ..	3.946.225	
F.N.I.	843.064	
	<u>4.789.289</u>	
35 Notse B.I.C. (I.M.F.)	572.830	
F.N.I.	843.064	
	<u>642.830</u>	
		12.646.360
		<u>12.646.360</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de douze millions six cent quarante six mille trois cent soixante francs est fixée au 6 juin 1977.

Arrêté n° 229-MFE-AI du 19/7/77 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

19 Lomé Taxe progressive	276.785	
Taxe prog. (V.F.)	2.149.491	
T.S.D.H.	93.378	
	<u>2.519.654</u>	

Compte hors budget 112-36

19 Lomé Amendes de retard	2.289.200	2.289.200
---------------------------	-----------	-----------

BUDGET COMMUNAL

19 Lomé Taxe civique	153.625	
20 Lomé T.V.L.	745.403	
T.V.	1.532.163	
	<u>2.277.566</u>	
		2.431.191
		<u>7.240.045</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de sept millions deux cent quarante mille quarante cinq francs est fixée au 9 mai 1977.

Arrêté n° 230-MFE-AI du 19/7/77 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

13 Bassar B.I.C. (I.M.F.)	213.520	
14 Lama-Kara B.I.C. (I.M.F.)	242.248	
15 Sokodé B.I.C. (I.M.F.)	2.793.066	
F.N.I.	228.000	
	<u>3.021.066</u>	
16 Sotouboua B.I.C. (I.M.F.) ..	230.600	
17 Pagouda B.I.C. (I.M.F.)	71.000	
18 Niamtougou B.I.C. (I.M.F.) ..	38.554	
		3.816.988
		<u>3.816.988</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions huit cent seize mille neuf cent quatre vingt huit francs est fixée au 9 mai 1977.

Arrêté n° 231-MFE-AI du 19/7/77 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

21 Lomé T.V.L.	139.309	
T.V.	1.160.633	
	<u>1.299.942</u>	
22 Lomé T.V.L.	128.737	
T.V.	678.179	
	<u>806.916</u>	
		2.106.858
		<u>2.106.858</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions cent six mille huit cent cinquante huit francs est fixée au 9 mai 1977.

Arrêté n° 232-MFE-AI du 19/7/77 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

23 Lomé T.V.L.	1.400.510	
T.V.	961.611	
	<u>2.362.121</u>	
24 Lomé T.V.L.	1.307.594	
T.V.V.	6.300	
T.V.	954.762	
	<u>2.268.656</u>	
		4.630.777
		<u>4.630.777</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions six cent trente mille sept cent soixante dix sept francs est fixée au 25 mai 1977.

Arrêté n° 233-MFE-AI du 19/7/77 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

Commune de Lomé		
25 Lomé T.V.L.	467.267	
T.V.	445.566	
	<u>912.833</u>	
26 Lomé T.V.L.	295.327	
T.V.	489.347	
	<u>784.674</u>	
		1.697.507
		<u>1.697.507</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million six cent quatre-vingt dix sept mille cinq cent sept francs est fixée au 25 mai 1977.

Arrêté n° 234-MFE-AI du 19/7/77 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

27 Lomé T.V.L.	530.903	
T.V.	570.530	
		1.101.433
28 Lomé T.V.L.	2.083.506	
T.V.V.	5.270	
T.V.	1.304.550	
		3.393.326
		4.494.759
		4.494.759

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions quatre cent quatre-vingt quatorze mille sept cent cinquante neuf francs est fixée au 20 juin 1977.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA PROMOTION FEMININE

Autorisation d'exploiter une clinique d'accouchement

Arrêté n° 8-MSPASPF du 14/7/77 — Une autorisation d'exploiter une clinique d'accouchement à Lomé est accordée à Mlle Awuye E. Olympio, sage-femme. Mlle Awuye E. Olympio est tenue de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de sa clinique sise au n° 90, rue notre dame des apôtres prolongée — quartier Kpéhénou.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 31 MAI 1977 (en francs cfa)

A C T I F		P A S S I F	
AVOIRS EN OR	303.948.854	BILLETS ET MONNAIES	215.216.621.424
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	11.372.020.380	BANQUES ET INSTITUTIONS ETRANGERES	7.075.420.641
Positions de réserve	3.048.067.756	BANQUES ET INSTITUTIONS COMMUNES DE L'UNION	31.215.539
Droits de tirage spéciaux détenus	8.323.952.624	BANQUES INSCRITES DANS LES ETATS	42.267.118.006
AVOIRS EN MONNAIES ETRANGERES		ETABLISSEMENTS FINANCIERS INSCRITS DANS LES ETATS	127.746.432
— Monnaies de la Zone franc	149.593.170.398	TRESORS NATIONAUX ET AUTRES COMPTABLES PUBLICS	51.024.783.246
Compte d'opérations	145.501.223.871	AUTRES COMPTES DE DEPOT	236.367.798
Correspondants dans la Zone franc	2.454.262.101	TRANSFERTS A EXECUTER	4.149.511.137
Billets et monnaies de la Zone franc	1.637.684.426	sur l'extérieur	3.583.642.788
— Autres monnaies étrangères	27.681.399.105	sur les autres Etats de l'Union	265.564.176
Correspondants en dehors de la Zone franc		à l'intérieur d'un Etat	13.196.252
Bons d'institutions financières internationales	26.108.567.293	reçus de l'extérieur de l'Union	287.107.921
Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest	1.411.928.125	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	28.943.041.783
CREANCES SUR LES BANQUES	165.688.320.713	Recours au crédit du Fonds	16.223.031.672
Court terme	131.103.930.511	Allocations de droits de tirage spéciaux	12.720.010.111
Moyen terme	34.584.390.202	CAPITAL ET RESERVES	7.341.000.000
Long terme	—	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	33.408.731.747
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	5.645.844.841		
Court terme	12.697.831.763		
Moyen terme			
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX			
Escompte d'obligations cautionnées	15.303.197		
Escompte d'effets à long terme (Art. 15)	725.000.000		
Découverts en compte courant	11.953.000.000		
Compte courant postal	4.528.566		
OPERATIONS POUR LE COMPTE DES TRESORS NATIONAUX	5.000.000		
Accords de paiement	5.000.000		
PARTICIPATIONS	2.080.334.269		
AUTRES IMMOBILISATIONS (moins amortissement)	2.683.966.233		
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	12.069.721.197		
	389.821.557.753		389.821.557.753

Le Gouverneur,
A. FADIGA

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 30 JUIN 1977 (en francs cfa)

ACTIF		PASSIF	
AVOIRS EN OR	303.948.854	BILLETS ET MONNAIES	207.735.415.356
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	11.077.519.648	BANQUES ET INSTITUTIONS ETRANGERES	7.396.348.030
Positions de réserve	3.048.067.756	BANQUES ET INSTITUTIONS COMMUNES DE L'UNION	33.524.087
Droits de tirage spéciaux détenus	8.029.451.892	BANQUES INSCRITES DANS LES ETATS	48.522.564.332
AVOIRS EN MONNAIES ETRANGERES	136.461.031.409	ETABLISSEMENTS FINANCIERS INSCRITS DANS LES ETATS	83.784.518
— Monnaies de la Zone franc	134.037.209.019	TRESORS NATIONAUX ET AUTRES COMPTABLES PUBLICS	45.158.760.417
Compte d'opérations	724.525.416	AUTRES COMPTES DE DEPOT	133.154.785
Correspondants dans la Zone franc	1.699.296.974	TRANSFERTS A EXECUTER	3.967.398.698
Billets et monnaies de la Zone franc	34.961.996.277	sur l'extérieur	2.532.859.304
— Autres monnaies étrangères	33.256.416.810	sur les autres Etats de l'Union	410.006.592
Correspondants en dehors de la Zone franc	1.411.928.125	à l'intérieur d'un Etat	389.271.711
Bons d'institutions financières internationales	293.651.342	reçus de l'extérieur de l'Union	635.261.091
Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest	162.780.442.755	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	26.073.967.331
CREANCES SUR LES BANQUES	130.366.157.078	Recours au crédit du Fonds	13.353.957.220
Court terme	32.414.285.677	Allocations de droits de tirage spéciaux	12.720.010.111
Moyen terme	5.712.145.690	CAPITAL ET RESERVES	7.341.000.000
Long terme	13.268.307.169	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	33.630.579.291
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	1.849.100.000		
Court terme	10.689.000.000		
Moyen terme	3.590.028		
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	726.617.141		
Escompte d'obligations cautionnées	1.849.100.000		
Escompte d'effets à long terme (Art. 15)	10.689.000.000		
Découverts en compte courant	3.590.028		
Compte courant postal	5.000.000		
OPERATIONS POUR LE COMPTE DES TRESORS NATIONAUX	2.080.334.269		
Accords de paiement	2.714.695.186		
PARTICIPATIONS	10.711.075.588		
AUTRES IMMOBILISATIONS (moins amortissement)			
COMPTES D'ORDRE, ET DIVERS			
	380.076.496.845		380.076.496.845

Le Gouverneur,
A. FADIGA

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 1er AOUT 1977 (en francs cfa)

ACTIF		PASSIF	
AVOIRS EN OR	303.948.854	BILLETS ET MONNAIES	203.511.912.518
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	11.077.519.648	BANQUES ET INSTITUTIONS ETRANGERES	10.764.515.467
Positions de réserve	3.048.067.756	BANQUES ET INSTITUTIONS COMMUNES DE L'UNION	13.761.145
Droits de tirage spéciaux détenus	8.029.451.892	BANQUES INSCRITES DANS LES ETATS	41.395.726.354
AVOIRS EN MONNAIES ETRANGERES	143.691.172.181	ETABLISSEMENTS FINANCIERS INSCRITS DANS LES ETATS	60.929.872
— Monnaies de la Zone franc	140.931.153.983	TRESORS NATIONAUX ET AUTRES COMPTABLES PUBLICS	60.401.251.539
Compte d'opérations	803.675.659	AUTRES COMPTES DE DEPOT	304.901.966
Correspondants dans la Zone franc	1.956.342.539	TRANSFERTS A EXECUTER	2.712.215.448
Billets et monnaies de la Zone franc	37.427.638.269	sur l'extérieur	2.033.035.434
— Autres monnaies étrangères	35.929.810.820	sur les autres Etats de l'Union	328.093.107
Correspondants en dehors de la Zone franc	1.411.928.125	à l'intérieur d'un Etat	207.641.472
Bons d'institutions financières internationales	85.899.324	reçus de l'extérieur de l'Union	143.445.435
Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest	154.160.497.236	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	26.074.029.211
CREANCES SUR LES BANQUES	121.155.496.290	Recours au crédit du Fonds	13.354.019.100
Court terme	33.005.000.946	Allocations de droits de tirage spéciaux	12.720.010.111
Moyen terme	6.093.556.076	CAPITAL ET RESERVES	7.341.000.000
Long terme	17.036.335.277	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	35.170.307.149
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	1.849.100.000		
Court terme	14.734.000.000		
Moyen terme	3.174.545		
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	450.060.732		
Escompte d'obligations cautionnées	1.849.100.000		
Escompte d'effets à long terme (Art. 15)	14.734.000.000		
Découverts en compte courant	3.174.545		
Compte courant postal	5.000.000		
OPERATIONS POUR LE COMPTE DES TRESORS NATIONAUX	2.080.334.269		
Accords de paiement	2.883.553.876		
PARTICIPATIONS	12.990.994.983		
AUTRES IMMOBILISATIONS (moins amortissement)			
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS			
	387.750.550.669		387.750.550.669

Le Gouverneur,
A. FADIGA

